



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

02 janvier 2023

N° 300

Prix: 15 gourdes

## SOMMAIRE

## EDITORIAL

### LEUR SOLUTION ET LES NÔTRES



Remettre en état de fonctionnement les institutions du pays brisées en mille morceaux, puis organiser des élections générales pour confier les rênes du pouvoir à des responsables élus en février 2024, tels sont les résultats des dernières tractations, sous forme d'un accord politique, ourdies par le Premier ministre Ariel Henry avec quelques-uns de ses partenaires politiques à l'hôtel Karibe, le mercredi 21 décembre dernier. Rien que du bavardage. Aux manœuvres dilatoires et mensongères des politiciens, aux vœux pieux de l'impérialisme américain, les masses populaires doivent se préparer à la lutte pour le nouvel an. Car, c'est par le succès de leurs combats seulement qu'elles peuvent espérer une amélioration de leurs conditions de vie.

Le jeu de la chaise musicale avec les politiciens, tous acquis aux classes riches, les interventions militaires impérialistes, les élections, les institutions bourgeoises n'ont apporté aux masses exploitées haïtiennes, plus de deux siècles après leur indépendance, que misère, insécurité, chômage, vie chère, bas salaires, épidémies et autres calamités.

Les intentions des classes riches qui dominant la société au détriment des classes exploitées ne peuvent pas se voir dans les discours de leurs potiches politiciens, mais plutôt là où l'exploitation se fait, c'est-à-dire dans les usines, dans les marchés, dans les banques, sur le marché des changes, dans les administrations publiques. Au vu de ce qui s'y passe en cette fin d'année, rien de bon ne s'annonce pour les plus défavorisés.

Par exemple, le carburant se vend à nouveau au prix fort sur le marché informel. En cause, après la hausse des prix de 100% imposée par le gouvernement, les importateurs des produits pétroliers à leur tour veulent y ajouter

230 gourdes de plus. Reflet du niveau du drainage de la richesse des classes pauvres aux classes riches, l'inflation atteint près de 50%. Le revenu général et le Boni des travailleurs à la fin de ce mois de décembre représentent la moitié de ce qu'ils étaient l'année dernière. Avec un dollar pour plus de 150 gourdes, la valeur réelle du salaire minimum avoisine les 4 dollars.

Les travailleurs peuvent faire de ces revendications un programme de lutte qui peut débiter dès la rentrée, à commencer par les luttes pour la revalorisation du salaire minimum et son indexation sur le coût de la vie, l'échelle mobile des salaires.

Pour cela, ils peuvent s'inspirer de plusieurs escarmouches qu'ils ont eues avec les patrons dans plusieurs usines à la fin de l'année 2022. Certes il en faudra plus pour faire reculer ces sangsues mais par leur nombre, leur solidarité et leur mobilisation, ils finiront par l'emporter, au regard de ce qu'ils ont fait au mois de février 2022 quand ils ont contraint ce gouvernement à ajuster le salaire minimum. ■

### Editorial

- ⇒ Page 1
  - Leur solution et les nôtres
- ⇒ Page 2
  - La fête a bel et bien eu lieu !
  - La libération de la classe ouvrière et des masses exploitées se fera par leurs propres luttes

### Leur société

- ⇒ Page 2
  - Des fêtes de fin d'année : Vivre pour résister
- ⇒ Page 3
  - Les véritables sanctions viendront des masses
  - Fonds d'assistance : Un cadeau aux patrons !
  - La fermeture sur le fond de mécontentement

### Dans les entreprises

- ⇒ Page 4
  - Boni : reflet une année cauchemardesque
  - En lutte pour l'ajustement du salaire minimum

### Dans l'international

- Ukraine : va-t-on vers une escalade générale ?

Chers lecteurs et lectrices,

Face à la flambée des coûts du papier et de l'imprimerie, nous nous voyons dans l'obligation d'ajuster le prix du journal à 20 gourdes pour que nous ayons la possibilité de continuer à le publier. Nous vous remercions de votre compréhension et vous souhaitons nos meilleurs vœux pour l'année à venir.

La rédaction

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

Voix des Travailleurs paraissant depuis 1986

# LA FÊTE DES TRAVAILLEURS

## LA "FÊTE" A BEL ET BIEN EU LIEU !

Malgré la finale de la coupe du monde de football, le climat d'insécurité et la chute drastique du pouvoir d'achat due à l'inflation et à la décode de la gourde, la "fête" de l'OTR s'est tenue et de nombreux travailleurs accompagnés de leurs enfants l'ont saluée de leur présence. La détente saine et les débats utiles étaient comme d'habitude au rendez-vous.

Cette initiative de l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires d'organiser une fête de fin d'année à l'intention des ouvriers et ouvrières et de leurs familles date d'une trentaine d'années et se tient toujours contre vents et marées. Elle rassemble non seulement les militants et militantes révolutionnaires mais aussi tous les sympathisants regroupés autour du bulletin de leur entreprise « Pawòl Travayè » publié par l'OTR-UCI.

À cette occasion, les participants ont

la chance de découvrir ou redécouvrir – à travers une exposition - les combats menés pendant l'année, les revers, les victoires et les leçons tirées de ces luttes. Après les débats, le discours et la prestation des artistes considérée comme le plat de résistance, la "fête" se conclut sur la piste de danse pour les adultes et pour les enfants par une remise de cadeaux.

C'était aussi l'occasion pour la porte-parole de l'OTR d'appeler dans son discours à la formation d'un parti des travailleurs et au renversement du capitalisme.■



*Extrait du discours de circonstance*

## LA LIBÉRATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DES MASSES EXPLOITÉES SE FERA PAR LEURS PROPRES LUTTES

Au nom de l'OTR, l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires, que la plupart d'entre vous connaissent sous le nom de Pawòl Travayè, je salue tous les camarades, travailleuses et travailleurs, jobbeurs, tous les sympathisants de l'organisation qui ont fait le déplacement pour participer à ce rassemblement cette année.

[...]

Votre présence, c'est une façon de renouveler votre détermination de lutter ensemble pour changer la situation dans laquelle nous vivons. C'est sur notre force qu'il nous faut compter, et non sur un sauveur suprême qui pourrait nous tirer de ce faux-pas... Ce n'est qu'à travers nos luttes que nous pouvons améliorer nos mauvaises conditions de vies, voire enlever la liberté d'exploiter à cette couche de parasites que sont les capitalistes.

Jusqu'ici, on n'a jamais arrêté de se battre. Cette année, on se souvient de la grande lutte de la classe ouvrière du 9 au 23 février pour arracher l'augmentation de salaire de 37% des griffes des patrons. Pendant 2 semaines, la classe ouvrière a fait face à la police. On a dit à ces monstres qu'ils ne nous faisaient pas peur, ils sont humains comme nous. Malgré la répression, les matraques et les gaz lacrymogènes, nous n'avons pas reculé. Devant cette formidable mobilisation, avec la solidarité de toutes les masses populaires, nous avons remporté la

victoire.

Cette mobilisation aurait pu aller encore plus loin, si nous avions eu la bonne organisation, en charge de cette bataille. Au cours de l'année, les ouvriers de plusieurs usines telles que MGA, MBI, Lorsa, Kay Backer, Kodevi à Ouanaminthe, ont observé des arrêts de travail pour faire valoir leurs revendications. Vous avez trouvé la force et la détermination nécessaires pour ce faire.

La force et la détermination sont importantes. On espère que l'année prochaine vous reprendrez le drapeau de la mobilisation, pour obtenir un autre ajustement salarial, car les 685 gourdes ne peuvent couvrir le coût de la vie actuellement, ça ne vaut plus rien.

Du début du mois d'août au mois d'octobre de cette année, des dizaines de milliers de travailleurs, chômeurs, petits commerçants, sont descendus dans la rue à travers tout le pays pour exprimer leur colère contre la vie chère, l'insécurité, le chômage, et le doublement du prix de l'essence par le gouvernement pour donner le coup de grâce aux miséreux.

Du Cap-Haïtien à Jérémie, à Port-de-Paix, à Saint-Marc, aux Gonaïves, à Jacmel ou à Miragoâne, les masses populaires n'ont cessé d'exprimer qu'elles ont marre du massacre des bandes armées contre les classes laborieuses. Cette belle mobilisation n'a pas trouvé une direction révolutionnaire qui aurait pu permettre aux masses de trouver satisfaction

dans leurs revendications...

Malgré la pression du pouvoir et des bandes armées, la population n'a jamais baissé les bras... Un parti ouvrier révolutionnaire parmi la classe ouvrière, parmi les paysans pauvres et les masses populaires, ferait de la propagande et organiserait toutes ces batailles, non seulement pour obtenir satisfaction aux revendications urgentes, mais pour préparer toutes les classes exploitées au combat contre le système d'exploitation capitaliste qui nourrit les gangs, les politiciens corrompus, le pouvoir des bourgeois aux dépens de la classe ouvrière.

Pour que les politiciens bourgeois cessent d'instrumentaliser notre combat pour satisfaire leurs ambitions politiques, commençons par construire parmi nous des organisations appropriées pour gérer notre combat.

Un parti révolutionnaire est la seule garantie que nous ayons pour gagner contre les patrons et tous les proxénètes qui les servent. Depuis 1986, l'OTR s'est engagée dans ce combat. Nous invitons toutes les travailleuses, tous les travailleurs, les masses populaires en général à nous rejoindre dans ce combat. Nous tous qui pensons qu'il n'y a qu'une seule révolution qui retirera le contrôle de l'économie des griffes de la bourgeoisie et de la classe dirigeante, et organisera la production de manière à répondre aux besoins de chacun. C'est ce combat qui peut nous sortir du gouffre du système capitaliste.■

## LEUR SOCIÉTÉ

### DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE : VIVRE POUR RÉSISTER

Il serait inopportun de parler de « fêtes de fin d'année » pour les masses populaires à la fin de cette année 2022 en Haïti. Cela n'a pas été le cas non plus les années précédentes. Mais la situation a été particulièrement critique cette année. La violence des gangs armés avec son cortège de morts, de kidnappings, de massacres dans les milieux populaires, la dégradation des conditions générales de la majorité de la population lui ont enlevé toute notion de fête. Toutefois consciemment ou non, des travailleurs se sont réunis ensemble là où c'était possible autour d'une bouteille, d'un repas, aussi modeste soit-il. Dans certains quartiers, les gens se sont mis ensemble pour nettoyer leur environnement immédiat. Des parents ont fait l'effort d'offrir un présent à leurs plus petits enfants. Un acte de bravoure et de résistance à l'endroit de tous ceux-là qui leur veulent la mort.

À Port-au-Prince, les espaces vitaux où la population pauvre se débrouille pour vivre se réduisent chaque jour davantage au profit des activités criminelles des gangs armés. Des marchés publics, des stations de bus, de nombreux trottoirs se vident littéralement en raison de la proximité d'une base de gangs criminels. Les routes nationales reliant les différents départements sont peu fréquentées. Toutes les activités économiques sont réduites à peau de chagrin.

Prise à la gorge, la population subit les

violences des malfrats, période de fête ou pas. Les kidnappings sont légion. Les règlements de comptes continuent entre groupes armés et occasionnent sur les lieux d'affrontement beaucoup de victimes et de dégâts au sein de la population.

C'est le cas, en cette fin du mois de décembre, des habitants de la Croix-des-Bouquets où les gangs de Vitel l'homme affrontent ceux des 400 Mawozo, à la sortie nord de la capitale, les gangs de la zone en font voir de toutes les couleurs aux habitants de Canaan, de Bon-Repos.

Mais vivre est un acte de combat et de résistance. Comme dit Victor Hugo, « Ceux qui vivent ce sont ceux qui luttent ». Les classes exploiteuses ont beau essayer de réduire les classes exploitées à l'état de bêtes sauvages en les privant de moyens de subsistance et de leur liberté, en réponse des révolutions ont fait disparaître bien des régimes d'oppression.

Vivant encore sous la barbarie de la propriété privée des moyens de production, nul doute que la classe ouvrière et les masses exploitées trouveront l'antidote pour s'en débarrasser.■

# LES PRÉDATEURS NE LÂCHENT PAS LEURS PROIES

Un chef de gang, Jimmy Chérisier alias Barbecue, trois hommes d'affaires, et une brochette de politiciens dont un ancien président, Michel Martelly, 2 ex-Premiers ministres, des ministres, des élus en fonction et ex-parlementaires figurent dans une liste de personnalités qui font l'objet de sanctions émanant du Canada et des États-Unis. Trafics de drogue et d'armes, financement de gangs, tels sont entre autres les chefs d'accusation retenus contre ces individus. Ce n'est pas un scoop du tout.

Quasiment toutes les personnes sanctionnées se passent de présentation quant aux liens et complicités avec les gangs, à l'enrichissement illicite ou au détournement des fonds publics. Que leurs patrons le disent haut et fort, ce n'est pas à déplorer ; ils ne passeront plus inaperçus aux yeux des naïfs. La population n'a même pas à se réjouir de leur sort, si tant est qu'ils se sentent vraiment affectés par ces mesures, vu que dans le cadre de ce système pourri qu'est le capitalisme, ces malfrats disposent de toutes sortes d'artifices pour contourner des mesures comme le gel des avoirs.

Les Nations-unies ont annoncé

également qu'elles préparent une grande liste qui rendra mondiale l'application de ces sanctions. Quant à l'identification de ces malfrats pour en dresser la liste, on fait confiance totale à la diplomatie internationale, puisqu'il s'agit du même monde, ils se connaissent, ils s'entraident et flirtent ensemble au détriment des intérêts des classes laborieuses du pays. Tous ces politiciens, hommes d'affaires et chefs de gangs ont servi et servent encore, d'une façon ou d'une autre, les intérêts des pays impérialistes comme les USA et alliés.

Le but de ces sanctions est de préparer le terrain pour la force d'intervention étrangère dont la venue imminente ne fait pas l'unanimité

en Haïti. Personne n'ignore la responsabilité écrasante de Tonton Sam dans la situation chaotique d'aujourd'hui. Elle cherche à redorer son blason, à se faire une image de « défenseurs des droits humains et du peuple » en faisant semblant de sanctionner des individus honnis par la population en vue d'avoir le soutien et la sympathie de celle-ci.

En tout cas, les véritables sanctions contre les dirigeants politiques et économiques du pays ne viendront pas d'en haut, de leurs acolytes ou de leurs patrons mais des masses en colère qui les mettront hors d'état de nuire en les expropriant, en leur ôtant le pouvoir de l'argent, la liberté d'exploiter les classes laborieuses et de piller les fonds publics.■

## FONDS D'ASSISTANCE : UN CADEAU AUX PATRONS !

Selon une note du FAES (Fond d'Assistance Économique et Social), un virement a été fait sur le compte de l'ADIH, Association des patrons, en faveur des travailleurs de la sous-traitance dans le cadre d'un accompagnement promis il y a plus d'un an par l'État haïtien aux ouvriers. La note du FAES explique tout : « les montants transférés aux différents bénéficiaires ont été déterminés à partir des données fournies par l'ADIH aux profits des employés de 35 usines ».

La méthode utilisée par le FAES pour cette distribution laisse à désirer et incite à poser certaines questions : Quelles sont les mesures prises par les responsables de l'État pour s'assurer que l'argent ira vraiment aux concernés ? Combien d'ouvriers y a-t-il vraiment dans les usines ? Est-ce que la liste acheminée par les patrons correspond aux effectifs des usines ? Y a-t-il 35 usines qui fonctionnent actuellement dans la sous-traitance ?

Depuis la crise du carburant, les travailleurs ne cessent de dénoncer les patrons qui ont tout fait pour les renvoyer chez eux. Ainsi, la majorité des usines fonctionne-t-elle à effectifs réduits, beaucoup de travailleurs ayant été renvoyés chez eux. En ce qui concerne le nombre de 35 usines, nul besoin de l'avis d'un expert pour constater qu'il n'y en a pas autant.

En période de distribution de cadeaux, pas de meilleure façon pour le gouvernement de souhaiter meilleurs vœux à ses maîtres !■

## DANS LES ENTREPRISES

### LA FERMETURE SUR LE FOND DE MÉCONTENTEMENT

Pendant les 3 dernières semaines qui ont précédé la fermeture des usines pour « congé de fin d'année », les ouvriers de plusieurs usines se sont mis en mouvement pour mettre en avant certaines revendications. A sonapi on compte dans la liste usines qui ont débrayé, les usines Pacific kay Lorsa et MGA aux numéros 11 et 17. Mais c'était le cas des ouvriers de Baker et de Premium Apparel l'une des usines de la famille d'Apaid. Congé annuel, paiement de dédommagement et d'arriéré de salaire et accompagnement social, chaque boîte avait sa propre revendication. Toutes ces luttes constituent un aperçu d'un mécontentement qui grandit chez toute la classe des travailleurs et qui doit nécessairement éclater encore plus massivement et surtout de façon plus organisée.

#### Pacifique : les travailleurs refusent de payer seul la crise

Les ouvriers de cette entreprise regroupée dans trois bâtiments, #15, 27 et 8 au Parc Sonapi avait donné le ton au début du mois de décembre. Ils ont arrêté de travailler pour exiger au patron de leur verser une indemnité de 50 % du salaire pour les jours où ils n'avaient pas travaillé à cause le dernier peyi-lock qui a duré près de trois mois, de septembre à novembre. Cette période était ô combien difficile pour les travailleurs. Les patrons avaient fermé les portes des usines et les ouvriers n'avaient plus de revenus pour vivre. Le mouvement n'a pas pu aboutir car le lendemain de la première journée le patron a lockouté l'usine. Certes ils n'ont pas eu gain de cause mais ils ont osé affirmer au patron, en se mobilisant, que ce n'est pas à eux de payer la crise alors que lui il empêche le fruit de leur force de travail.

#### Baker : le retard du paiement de congé a exaspéré les ouvriers

Chaque année les ouvriers ont droit à 15 jours de congé annuel à raison de 1 et un quart par mois d'après le code du travail. Mais les patrons achètent ce congé et cela constitue pour les ouvriers un petit pécule pour compenser un salaire minimum trop faible. C'est ce congé racheté que les patrons paient soit à la fin de l'année soit à l'ouverture des classes en septembre.

Chez Baker les ouvriers ont l'habitude de recevoir leur paiement de

congé en septembre, mais cette année le patron a décidé d'envoyer le paiement pour la fin de l'année entre 24 et 31 décembre au même moment que le boni.

Il avait fait mettre un avis dans l'usine pour divulguer sa décision arbitraire, immédiatement, un vent de colère a balayé toute l'usine. Les ouvriers, mécontents, n'ont pas hésité à déchirer l'avis en présence du patron. Ils ont protesté pendant toute la journée de vendredi 8 décembre en exigeant le paiement de congé tout de suite, séparé du boni. Mais Baker a fermé l'usine samedi et lundi les empêchant de se réunir, le mouvement s'est ainsi affaibli.

#### MGA : l'argent de l'accompagnement tout de suite

Samedi 9 décembre, tôt dans la matinée, les ouvriers ont appris que l'accompagnement social promis depuis février était enfin disponible sur les comptes des usines. A peine rentré, au lieu de toucher au travail, ils se sont mis à frapper les tables. Pendant plus d'une heure, les ouvriers frappaient les machines et les tables, criaient et réclamaient à la direction l'argent de l'accompagnement social. La direction a laissé croire qu'il n'a pas reçu de l'argent. Ils se sont calmés quelque minutes après pour reprendre travail, mais, à partir de cette date chaque jour ils vont reprendre le même mouvement, parfois pendant quelque minute juste pour rappeler à la direction qu'ils n'ont pas oublié leur revendication. Le jour qui a précédé la fermeture, le vendredi 16 décembre, ils ont tellement relancé le tapage en

frappant partout que cette fois la direction a donné l'engagement d'avoir reçu l'argent mais elle a promis de le verser en Janvier, à la rentrée.

#### Premium pas question de partir sans l'accompagnement social

Apaid, le vice-président de l'ADIH, association patronale qui a eu pour mission de distribuer le fond de l'accompagnement social, n'avait pas souhaité pas de verser l'argent à ses ouvriers. C'est ce que les ouvriers avait fini par comprendre, quand ils ont constaté que plusieurs usines avait versé l'argent alors qu'à Premium c'était silence du côté de la direction quant à réception de l'argent et quand on compte le remettre aux ouvriers.

A la suite d'une assemblée qui s'est tenue mercredi 14 décembre les ouvriers se sont mis en mouvement pour exiger des réponses sur la distribution de l'argent. Le patron a tenté plusieurs manœuvres pour briser la lutte : recours aux agents des affaires sociales qui sont des fieffés défenseurs des causes des patrons, le lock-out pendant plusieurs jours etc.,. Mais finalement face à la détermination des ouvriers qui n'en démordaient pas la direction a finalement versé l'argent le vendredi 23 décembre.

Après une année de travail dans les pires conditions et dans l'insécurité en découdre, mettre ses revendications en avant c'est la meilleure façon de se séparer et d'aller en congé. Espérons que les travailleurs reviendront avec le même état d'esprit car d'autres combats les attendent.■

## **BONI : REFLET UNE ANNÉE CAUCHEMARDESQUE**

Au vu de tout ce qui s'est passé au cours de l'année 2022, les camarades ouvriers de la sous-traitance ne s'attendaient pas à des miracles au moment de toucher le boni et /ou la paye du congé annuel. La somme dérisoire que la plupart d'entre eux ont eue comme prime de fin d'année leur a rappelé non seulement l'exploitation qu'ils subissent dans les usines, mais aussi les nombreuses péripéties qu'ils ont endurées dans leurs quartiers, sur les routes qui les menaient au travail, et surtout l'indifférence et mépris des petits chefs.

Un ouvrier travaillant depuis plus d'une dizaine d'années dans une usine au parc SONAPI témoigne : « L'année dernière, le patron nous a donné rendez-vous le 17 décembre. Devant la porte de l'entreprise. Nous étions nombreux à arriver tôt. La joie certes de revoir certains des nombreux collègues qui étaient révoqués après seulement 3 mois de travail dans l'année nous a permis de patienter. Nous partageons les

nouvelles. Il y en a qui s'étaient réfugiés en province pour fuir la violence des gangs armés, certains malheureusement étaient morts.

Puis vint le moment fatidique de la paye. Pour les plus chanceux, la prime de travail représentait au mieux autour de 50% du salaire mensuel. Certains regrettaient de s'être déplacés pour si peu. D'autres estimaient que le comptable

leur avait volé de l'argent comme d'habitude.

Au moment de reprendre le chemin de la maison, nos inquiétudes sont montées d'un cran. Nous nous demandions tous comment nous allions faire pour nous dérober des usuriers, des marchandes de nourriture cuite installées sur notre chemin. Et le hic, qu'allions-nous apporter aux enfants qui nous attendaient ? »■

## **EN LUTTE POUR L'AJUSTEMENT DU SALAIRE MINIMUM**

La décote de la gourde par rapport au dollar et l'inflation ont rongé une bonne partie du salaire minimum de 685 gourdes arraché de hautes luttes en février 2022. En moins d'une année, la valeur réelle du salaire minimum a perdu 32%. A raison de 108 gourdes pour un dollar, les 685 gourdes valaient 6,3 dollars en février 2022. Aujourd'hui à raison de 160 gourdes pour un dollar, les 685 gourdes représentent 4,28 dollars.

Faisant leurs transactions exclusivement avec l'extérieur en dollars et exerçant une grande influence sur la fluctuation du taux de change, en un an, les patrons de la sous-traitance ont subtilisé 2 dollars sur le salaire minimum des travailleurs. En jouant sur le taux de change, ils arrivent à diminuer considérablement la quantité de dollars qu'il faut mettre en gourdes pour réaliser la paie de chaque quinzaine.

Mais s'il faut ajouter, à ce vol organisé, les effets de l'augmentation générale des prix, ce sont plus que 2 dollars qui se sont volatilisés du salaire des ouvriers de la sous-traitance lorsqu'on constate la chute drastique du pouvoir d'achat.

Si les travailleurs ont du mal à exprimer en chiffre la détérioration de leurs conditions de vie dues en partie à la baisse de près de moitié de

la valeur réelle de leur salaire, ils le vivent et le ressentent dans leur quotidien. Avec le même salaire en gourdes, ils ne se procurent que la moitié de ce qu'ils achetaient avant. Les difficultés économiques deviennent plus aiguës, les prêts usuraires augmentent, manger à leur faim devient un exercice insurmontable. Insolvables, les ouvriers ne sont donc plus en état de faire face à leurs obligations financières.

Depuis le 24 septembre 2022, par la plume de leur président, Laurent St Cyr, les patrons de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ouest déclarèrent ce qui suit : « Nous comprenons également qu'une augmentation du salaire minimum accompagnée d'une révision du seuil d'abattement de l'IRI, Impôts sur le Revenu Imposable, est inévitable et nous encourageons le

gouvernement à agir en conséquence. »

Mais depuis, la situation économique des travailleurs a empiré.. La CCIO se mure dans le silence ignorant les recommandations qu'elle avait faites au gouvernement mais également à elle-même.

Mais personne n'est dupe. Se rappelant de ce qu'ils avaient fait l'année dernière, les travailleurs auront raison de se mettre en lutte pour rappeler aux patrons de la CCIO leur discours, pour contraindre le gouvernement à prendre les mesures rapides pour ajuster le salaire minimum en fonction de l'inflation et appliquer l'échelle mobile des salaires pour leur permettre de conserver leur maigre pouvoir d'achat.

Les patrons ne feront pas de cadeaux aux travailleurs, ces derniers auront ce que leur mobilisation et leurs luttes leur permettront d'obtenir. Au combat !■

## **DANS L'INTERNATIONAL**

### **UKRAINE : VA-T-ON VERS UNE ESCALADE GÉNÉRALE ?**

Décidés à humilier et à mettre Poutine par terre pour avoir tenu tête aux puissances impérialistes de l'OTAN dans leur quête de territoires et d'influence dans le giron de la Russie, les principaux gouvernements occidentaux, les USA en tête, continuent d'apporter leur soutien de guerre sans faille au pouvoir de Kiev dirigé par Volodymyr Zelensky. Soutenu par les oligarques russes et les franges les plus réactionnaires de l'extrême droite de la Russie, Poutine se prépare à une longue guerre au détriment des intérêts des masses populaires russes dont une bonne partie rejette cette guerre qu'elle estime être celle de belligérants des deux côtés des tranchées, opposés à ses intérêts et aux intérêts de la classe ouvrière mondiale.

Les conséquences de cette guerre sont catastrophiques, pas seulement pour la population pauvre de l'Ukraine qui vit au plus près les bombardements, les destructions, les massacres, les atrocités diverses de l'Armée russe, mais aussi pour les classes populaires de la Russie et au-delà.

De la détresse, de la souffrance et de la déchéance des masses populaires, des morts, les brigands impérialistes n'en ont cure. Parties intégrantes du système d'exploitation capitaliste, il y en a toujours eu des guerres, qu'elles soient de basse, de moyenne ou de grande intensité. Les classes populaires n'ont toujours servi que de chair à canon pour défendre les intérêts de leurs bourreaux.

La récente visite du président Zelensky aux États-Unis, le 21 décembre et celle de Poutine chez son allié biélorusse deux jours auparavant sont là pour nous rappeler que la guerre va continuer en Ukraine. Et peut-être plus sanglante, plus horrible encore. Joe Biden a fait savoir que tant qu'il existe des soldats ukrainiens pour

la guerre, les États-Unis fourniront leurs armes. Il a octroyé à son bon soldat Zelensky une nouvelle enveloppe de 45 milliards de dollars d'aide militaire et la promesse de déploiement de missiles Patriots à Kiev.

Face à cette surenchère, il faut s'attendre à ce qu'à tout moment les deux blocs de belligérants, l'Otan et La Russie et les alliés respectifs, puissent en venir aux mains directement et embrasent la planète entière.

D'ailleurs tous les États importants sur l'échiquier de l'économie capitaliste s'y préparent. Ils augmentent leurs dépenses militaires de manière effrénée. Ils renforcent leurs armées et avec leur discours va-t'en guerre, ils font planer une inquiétante vague de militarisme sur les peuples. Comme à chaque fois que ces brigands capitalistes conduisent la planète dans la grande boucherie de la guerre, ils cherchent toujours à faire marcher les travailleurs au pas pour les envoyer s'entretuer au front comme chair à canon.

Comme disait il y a plus d'un siècle le socialiste français Jean Jaurès, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Mais les travailleurs peuvent refuser

d'être utilisés comme chair à canon. Ils peuvent refuser le nationalisme abject des dirigeants et politiciens bourgeois. En cas de guerre, la seule perspective qui offre un avenir aux travailleurs et à l'humanité, ce sera de reprendre l'idée défendue lors de la Première guerre mondiale par le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht, « l'ennemi principal est dans notre propre pays », et de retourner leurs armes contre leur propres dirigeants, c'est-à-dire transformer la guerre entre les peuples en une révolution qui, en renversant le capitalisme et en établissant le communisme, fera définitivement disparaître les guerres. ■



**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**